



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Projet de loi de finances

Question au Gouvernement n° 92

### Texte de la question

#### PROJET DE LOI DE FINANCES

**Mme la présidente** . La parole est à M. Gérard Verny.

**M. Gérard Verny** . Monsieur le Premier ministre, en 1978, quand vous arrivez dans cet hémicycle, la dette publique représente 21 % du PIB, soit 80 milliards d'euros, la dépense publique 45 % du PIB et le déficit public 18 milliards. Aujourd'hui, la dette publique représente 113 % du PIB, soit 3 300 milliards, et le déficit public 174 milliards.

Puisque les Français sont dotés d'un bon sens qui échappe à leurs dirigeants, ils sont 80 % à juger très urgent de réduire la dette.

La réponse de la gauche est claire : les taxes !

**M. Emmanuel Maurel**. Allez !

**M. Gérard Verny**. Taxe sur l'eau touristique, taxe sur les animaux de compagnie, taxe sur les vélos : nous voici revenus dans *Robin des Bois* avec, dans le rôle du shérif de Nottingham, La France insoumise, qui s'endort le soir en rêvant de nouvelles taxes. (Applaudissements sur quelques bancs des groupe UDR et RN.)

**M. Sylvain Carrière**. Et vous, vous rêvez d'austérité !

**M. Gérard Verny** . Suivant l'adage populaire, à tous les problèmes, il y a une solution. La gauche se l'approprie et ça devient : à tous les problèmes, il y a une taxation. Après tout, selon la doctrine Hollande, on sait que, recette comme dépense, je cite : « C'est gratuit, c'est l'État qui paie. »

Quelle est la réponse du Gouvernement ?

**M. Nicolas Sansu** . Augmenter les riches !

**M. Gérard Verny** . Augmenter encore et encore et encore les prélèvements obligatoires. Dans le pays le plus taxé de l'OCDE, votre gouvernement a décerné un « peut mieux faire » de 40 milliards d'euros aux Français.

Puisque tout change mais que rien ne change, puisque vous ne présentez aucune réforme structurelle pour diminuer les charges de cet État hypertrophié qui sont devenues une maladie auto-immune, notre dette – toujours elle – sera encore plus lourde, plus insupportable dans un an : elle pèsera 66 milliards de plus.

Comment pouvez-vous prétendre proposer un budget responsable et plus juste alors que chaque jour d'inaction rapproche le FMI de Paris ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*)

**Mme la présidente** . La parole est à M. le ministre du budget et des comptes publics.

**M. Laurent Saint-Martin, ministre du budget et des comptes publics** . Vous évoquez la hausse de l'endettement de notre pays, mais je crois qu'il serait honnête de rappeler pourquoi la dépense publique a augmenté ces dernières années.

**Mme Christine Arrighi**. Parce que vous étiez aux responsabilités !

**M. Laurent Saint-Martin, ministre** . C'était d'abord pour protéger. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LFI-NFP.*) Cet État a été au rendez-vous face à la crise Covid ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe EPR.*) Cet État a été au rendez-vous face à la crise énergétique, qui aurait pu faire flamber les factures de nos concitoyens et de nos entreprises ! (*Exclamations sur de nombreux bancs des groupes LFI-NFP et GDR.*) Cela n'a pas été le cas ; nos voisins, eux, ont connu une inflation bien supérieure. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Hervé Berville** . C'est la vérité !

**M. Laurent Saint-Martin, ministre** . Et nous avons maintenu une croissance et un taux d'emploi supérieurs à ceux observés en Europe.

Cela étant dit, la réalité de la dépense publique exige que nous agissions aujourd'hui pour redresser nos comptes. Cela ne passe pas d'abord par la hausse des prélèvements obligatoires.

**M. Éric Ciotti** . C'est pourtant ce que vous faites !

**M. Laurent Saint-Martin, ministre** . Je ne vous laisserai pas dire cela : c'est avant tout la baisse de la dépense publique qui sera à l'origine du redressement de nos comptes publics.

Nous allons reprendre le débat budgétaire : vous aurez l'occasion de démontrer par votre vote, sans vous abstenir, que vous refusez le matraquage fiscal que j'évoquais tout à l'heure en réponse à notre collègue Berger. Nous observerons cela, vote par vote. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.*)

En attendant, je serai extrêmement heureux d'entendre vos propositions sur la baisse de la dépense publique (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur plusieurs bancs du groupe LR. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*) Nous verrons, en deuxième partie de ce projet de loi de finances, si vous êtes au rendez-vous lorsque, pour faire mieux avec moins, des choix courageux s'imposent ! (*Mêmes mouvements.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Gérard Verny](#)

**Circonscription** : Bouches-du-Rhône (14<sup>e</sup> circonscription) - UDR

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 92

**Rubrique** : Finances publiques

**Ministère interrogé** : Budget et comptes publics

**Ministère attributaire** : Budget et comptes publics

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 24 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 octobre 2024